COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Anne Dedry

MARDI 04 DÉCEMBRE 2018

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 24 - SPF Sécurité sociale (partim : Victimes de guerre et Victimes d'actes terroristes) n°54K3294/1, 54K3295/14 et 54K3296/29. Commentaires et observations de la Cour des comptes, n° 54K3293/2. (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : M. Daniel Senesael.
- Exposé introductif par le ministre.
- La discussion a eu lieu.
- La commission émet par 10 voix et 2 abstentions, un avis positif.

Exposé d'orientation politique du ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique (partim : Victimes de guerre et Victimes d'actes terroristes), n° <u>54K0020/77</u>.

- Rapporteur : M. Daniel Senesael
- Exposé introductif par le ministre
- Mmes Hufkens, Muylle et MM. Thiéry et Janssens ont déposé une proposition de recommandation.
- La proposition de recommandation a été adoptée par 10 voix et 2 abstentions.

Ordre des travaux :

- demandes d'auditions formulées par les groupes ;
- calendrier de l'examen des propositions de loi et de résolution.
- L'ordre des travaux a eu lieu.

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019 (y compris la justification et la note de politique générale) – Section 44 - SPF Intégration sociale, lutte contre la pauvreté et Économie sociale (partim : Politique des grandes villes et lutte contre la pauvreté), n°554K3294/1, 54K3295/18 et 54K3296/25.

Commentaires et observations de la Cour des comptes, n° <u>54K3293/2</u>. (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : M. Benoît Piedboeuf.
- Exposé introductif par la secrétaire d'État à la Lutte contre la Pauvreté.
- La commission émet par 8 voix contre 3, un avis positif.

➤ MERCREDI 05 DÉCEMBRE 2018

Audits de l'AFSCA:

- Présentation des rapports d'audit par Mme Ann Schoubs (Service fédéral d'audit interne).
- Échange de vues avec le ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale sur les audits de l'AFSCA réalisés par le Service fédéral d'audit interne.
- Présentation des rapports d'audit
- Exposé introductif par le ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale
- L'échange de vues a eu lieu.

Questions d'actualité au gouvernement

Président : M. Dirk Van der Maelen

➤ MARDI 04 DÉCEMBRE 2018

Propositions de résolution jointes:

- Proposition de résolution (Georges Dallemagne, Olivier Maingain, Vanessa Matz, Catherine Fonck) relative à la signature par la Belgique du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, n°54K3385/1 et 2.

Amendement de M. Dewinter et consorts.

- Proposition de résolution (Wouter De Vriendt, Benoit Hellings, Kristof Calvo, Georges Gilkinet, Meyrem Almaci, Sarah Schlitz) appelant le gouvernement fédéral à soutenir sans réserve le Pacte mondial sur les migrations, n°54K3386/1 et 2.

Amendement de M. Dewinter et consorts.

(Rapporteur: M. Jean-Jacques Flahaux).

Audition de:

- M. Jean-Luc Bodson, Ambassadeur, Envoyé spécial Migration et Asile;
- M. Fernand Keuleneer, avocat au Barreau de Bruxelles;
- Mme Anne Lagerwal, professeure et membre du Centre de Droit international de l'Université Libre de Bruxelles;
- M. Pierre d'Argent, professeur ordinaire, Chaire de droit international public, Faculté de droit, Université de Louvain;
- Mme Ellen Desmet, chargé de cours Droit de la migration, Faculté de Droit et de Criminologie, Université de Gand;
- M. Jan Wouters, professeur ordinaire Droit international et Organisations internationales, KU Leuven:
- M Marc Bossuyt, ancien président de la Cour constitutionelle.
- Les auditions ont eu lieu.

Propositions de résolution jointes:

- Proposition de résolution (Georges Dallemagne, Olivier Maingain, Vanessa Matz, Catherine Fonck) relative à la signature par la Belgique du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, n°54K3385/1 et 2...

Amendement de M. Dewinter et consorts.

- Proposition de résolution (Wouter De Vriendt, Benoit Hellings, Kristof Calvo, Georges Gilkinet, Meyrem Almaci, Sarah Schlitz) appelant le gouvernement fédéral à soutenir sans réserve le Pacte mondial sur les migrations, n°s54K3386/1 et 2.

Amendement de M. Dewinter et consorts.

(Continuation, clôture et votes).(Rapporteur: M. Jean-Jacques Flahaux).

- À la demande de M. Dewael, soutenu en cela par MM. Clarinval, Verherstraeten et De Roover, la commission a, après un échange de vues, reporté l'examen et le vote des propositions de résolution au mercredi 5 décembre à 10h.

➤ MERCREDI 05 DÉCEMBRE 2018

Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Georges Dallemagne, Olivier Maingain, Vanessa Matz, Catherine Fonck) relative à la signature par la Belgique du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, n°54K3385/1 et 2...

Amendement de M. Dewinter et consorts.

- Proposition de résolution (Wouter De Vriendt, Benoit Hellings, Kristof Calvo, Georges Gilkinet, Meyrem Almaci, Sarah Schlitz) appelant le gouvernement fédéral à soutenir sans réserve le Pacte mondial sur les migrations, n°54K3386/1 et 2.

Amendement de M. Dewinter et consorts.

(Continuation, clôture et votes).(Rapporteur: M. Jean-Jacques Flahaux).

- Des amendements ont été introduits sur la proposition de résolution n° 3385 par M. Clarinval et consorts, M. Maingain et Mme Fernandez-Fernandez et consorts.
- La discussion a été clôturée.
- Considérant A et les amendements n°s2,3,4 et 5 ont été adoptés.
- -La proposition de résolution ainsi amendée a été adoptée par 10 voix contre 4 et 3 abstentions.
- La proposition de résolution n° 3386 est par conséquent sans objet.

Questions d'actualité au gouvernement

Président : M. Peter Buysrogge

➤ MARDI 04 DÉCEMBRE 2018

Réunion à huis clos

Dossier concernant le remplacement de la capacité de combat aérien F-16 (Air Combat Capability Program).

- Échange de vues avec le ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, et le vicepremier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur.
- Exposé introductif par le ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, et le vicepremier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur.
- La discussion a eu lieu.

Président : M. Siegfried Bracke

➤ MARDI 04 DÉCEMBRE 2018

Commentaires des présidents et/ou représentants de la Cour des comptes relatifs aux comptes de l'année 2017, aux ajustements du budget 2018 et aux propositions budgétaires 2019.

(Rapporteurs : MM. Luk Van Biesen et André Frédéric).

- La discussion a eu lieu.

Les comptes 2017 et propositions budgétaires 2019 de la Chambre et du financement des partis politiques. (Discussion, clôture et vote).

- Rapporteur : M. Benoît Piedboeuf.
- La discussion a eu lieu.

Les comptes 2017, les ajustements du budget 2018 et les propositions budgétaires 2019 des institutions bénéficiant d'une dotation (Cour des comptes, Cour constitutionnelle, Conseil supérieur de la Justice, Comité P, Comité R, Médiateurs fédéraux, Autorité de protection des données, Commissions de nomination pour le notariat, Commission BIM, Organe de contrôle de l'information policière, Commission fédérale de déontologie). (Discussion, clôture et vote). (Rapporteurs : MM. Luk Van Biesen et André Frédéric).

- La discussion a eu lieu.

Autorité de protection des données – Règlement d'ordre intérieur. (Continuation, clôture et vote). (Rapporteur : M. David Clarinval).

- La discussion a eu lieu.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Jean-Marc Delizée

MARDI 04 DÉCEMBRE 2018

Budget et note de politique générale de la CREG pour l'année 2019. Audition de :

- M. Koen Locquet, Directeur administratif et Président f.f. du Comité de direction de la CREG;
- M. Andreas Tirez Directeur Fonctionnement technique des marchés de la CREG;
- M. Laurent Jacquet Directeur Contrôle Prix et Comptes de la CREG.
- Rapporteur : M. Benoît Friart.
- Les invités ont donné un exposé introductif.
- La discussion a eu lieu.
- La commission a émis, à l'unanimité des dix membres présents, un avis favorable sur le budget ajusté de la CREG (d'un montant de 15.075.560 euros) pour l'année 2019.

Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 15 octobre 2017 fixant pour l'année 2017 le montant de la contribution de répartition visée à l'article 14, § 8, alinéa 16, de la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales , n° 54K3401/1.

- Rapporteur : Mme Caroline Cassart-Mailleux.
- Exposé par la ministre de l'Énergie.
- La discussion a été clôturée. Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix contre 3 et 1 abstention. Le gouvernement demande l'inscription à l'ordre du jour de la séance plénière du 6 décembre (urgence).

Proposition de résolution (Griet Smaers, Nathalie Muylle, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Stefaan Vercamer, Egbert Lachaert) visant à mettre l'accent sur la prévention et le bien-être afin de réduire le nombre d'indépendants en incapacité de travail, n° <u>54K3298/1</u>. (Continuation). (Rapporteur : Mme Kattrin Jadin).

- Co-rapporteur : mevrouw Caroline Cassart-Mailleux.
- La discussion a été clôturée.
- Des amendements ont été introduits par Mme Smaers et consorts et par M. Vanden Burre et consorts. Les amendements n°s1 à 5 et les articles ainsi modifiés ont été adoptés. L'ensemble de la proposition de résolution ainsi modifié a été adopté par 11 voix et 2 abstentions.

Proposition (Kristof Calvo, Jean-Marc Nollet, Gilles Vanden Burre, Wouter De Vriendt, Evita Willaert) de loi-cadre visant à créer un statut simplifié pour les indépendants, n° <u>54K1618/1</u>. (Continuation). (Rapporteurs : Mmes Fabienne Winckel et Caroline Cassart-Mailleux).

- Cette proposition n'est plus considéré comme prioritaire par le groupe Ecolo-Groen.

Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Michel de Lamotte, Benoît Lutgen) visant à mettre en place un cadre juridique adapté aux activités de l'économie collaborative, n° <u>54K2964/1</u>.
- Proposition de résolution (Elio Di Rupo, Karine Lalieux, Fabienne Winckel, Jean-Marc Delizée, Paul-Olivier Delannois) contre l'ubérisation du marché européen et pour un développement régulé de l'économie de plate-forme, n° <u>54K3076/1</u>. (Continuation). (Rapporteurs: MM. Benoît Friart et Werner Janssen).

- La commission décide d'envoyer des rappels en vue d'obtenir les avis écrits encore manquants.

Proposition de loi (Karine Lalieux, Frédéric Daerden, Jean-Marc Delizée, Fabienne Winckel, Paul-Olivier Delannois, Laurette Onkelinx, Ahmed Laaouej) visant à encadrer et garantir protection et rémunération aux travailleurs de l'économie de plates-formes agréées, n°s54K2912/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : M. Benoît Friart). Amendements de Mme Lalieux et consorts.

- Co-rapporteur : Mme Caroline Cassart-Mailleux. La commission décide de demander des avis écrits.

Proposition de résolution (Gautier Calomne, David Clarinval, Caroline Cassart-Mailleux, Benoît Friart) relative à la promotion du développement de la "Silver Economy" en Belgique, n°s54K2799/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : M. Michel de Lamotte).

- La commission décide d'envoyer des rappels en vue d'obtenir les avis des régions.

Proposition de résolution (Kristof Calvo, Jean-Marc Nollet, Georges Gilkinet, Anne Dedry, Wouter De Vriendt, Evita Willaert) relative au Pacte énergétique interfédéral belge, n° 54K2883/1. (Continuation). (Rapporteurs : Mmes Fabienne Winckel et Leen Dierick).

- Cette proposition n'est plus considéré comme prioritaire par le groupe Ecolo-Groen.

Proposition de résolution (Michel de Lamotte, Benoît Lutgen) relative au contrôle du démarchage téléphonique, n°54K2686/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : Mme Karine Lalieux).

Amendements de Mme Lalieux et consorts.

- La discussion a été clôturée.
- Des amendements ont été introduits par M. de Lamotte.
- Les considérants ont été adoptés à l'unanimité. Point 1 du dispositif a été rejeté par 9 voix contre 4. Par conséquent la proposition de résolution est supprimé. M. de Lamotte demande la discussion en séance plénière (Rgt, art 88).

Proposition de loi (Paul-Olivier Delannois, Jean-Marc Delizée, Fabienne Winckel, Frédéric Daerden, Daniel Senesael) modifiant l'arrêté royal nº 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, visant à diminuer et déplafonner les cotisations sociales des travailleurs indépendants, nºs54K1564/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : Mme Leen Dierick).

Amendements de Mme Lalieux et consorts.

 Co-rapporteur : Mme Griet Smaers. La discussion a été clôturée. L'article 1 a été adopté à l'unanimité. L'article 2 est rejeté par 7 voix contre 2 et 1 abstention. Par conséquent la proposition de loi est supprimé.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Ann Vanheste, Maya Detiège, Karin Jiroflée, Monica De Coninck) relative à la protection des victimes lors du constat des dommages causés par un accident, n° 54K2279/1 et 2.

Amendement de Mme Detière.

-Proposition de loi (Daniel Senesael, Fabienne Winckel, André Frédéric, Karine Lalieux) modifiant la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances instaurant un devoir d'information dans le chef des entreprises d'assurances quant aux choix d'un médecin conseil par la victime, n° 54K0294/1.

(Continuation). (Rapporteur : M. Werner Janssen).

- La proposition de loi n° 2279 de Mme Detiège et consorts est retiré.

Président : M. Philippe Goffin

➤ MARDI 04 DÉCEMBRE 2018

Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à la réglementation concernant l'enfant sans vie, n°554K3271/5 à 7. (Deuxième lecture, art. 83 Rgt.). Amendement de M. Terwingen et consorts.

- Rapporteur : M. Gilles Fôret.

- La note légistique a été discutée.
- Mmes Becq et consorts et Van Cauter et consorts ont introduit des amendements.
- Les amendements nos 18 à 20, ainsi que les articles ont été adoptés successivement.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé et corrigé sur le plan légistique, a été adopté par 13 contre 1 voix.
- Par conséquent, les propositions de loi nºs243, 506, 801 et 957 sont supprimé.

Projet de loi instaurant la Brussels International Business Court, n° <u>54K3072/7 et 8</u>. (Deuxième lecture, art. 83 Rgt.).

- Rapporteurs : M. Christian Brotcorne et Mme Kristien Van Vaerenbergh.
- La note légistique a été discutée.
- Mme Becg et consorts a introduit des amendements.
- -Les amendements nos 24 à 27 et 30 à 36, ainsi que les articles ont été adoptés successivement.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé et corrigé sur le plan légistique, a été adopté par 10 contre 4 voix.

Projet de loi portant insertion du Livre 3 "Les biens" dans le nouveau Code civil, n° <u>54K3348/1</u>. (Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke).

- Ordre des travaux.
- La commission a décidé d'organiser des auditions.

Projet de loi portant insertion du Livre 8 "La preuve" dans le nouveau Code civil, n° <u>54K3349/1</u>. (Rapporteur : M. Gautier Calomne).

- Ordre des travaux.
- La commission a décidé de ne pas organiser des auditions complémentaires.

Ordre des travaux:

lettres de M. Steppé concernant le dossier des Tueries du Brabant (demande du groupe N-VA).

- Mme Sarah Smeyers (N-VA) attire l'attention des membres que ces lettres ont été mis sur l'extranet en date des 13 et 21 novembre 2018.

Projets de loi joints :

- Projet de loi modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne l'aide aux victimes du terrorisme, n° <u>54K3258/1</u>.
- Projet de loi modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, concernant les compétences de la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels pour les victimes de terrorisme, n° 54K3259/1.

- Projet de loi modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne les sauveteurs occasionnels et les victimes dans des affaires non élucidées, n° 54K3260/1.
- Projet de loi modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, concernant les compétences de la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels en ce qui concerne l'aide aux victimes dans des affaires non élucidées et précisant son pouvoir d'enquête, n° 54K3261/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Laurette Onkelinx).

La discussion a eu lieu.

DOC 54 3258:

- M. Terwingen et consorts., Mme Onkelinx et consorts ont introduit des amendements.
- Les amendements nos 1 à 3 ainsi que les articles ont été successivement adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amende et corrigé légistiquement, a été adopté par 10 voix et 3 abstentions n° 54K3259 :
- M. Terwingen et consorts, Mme Onkelinx et consorts et M. Dallemagne et consorts ont introduit des amendements.
- Les amendements nos1 et 2 ainsi que les articles ont été successivement adoptés
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amende et corrigé légistiquement, a été adopté par 9 voix et 3 abstentions n° <u>54K3260</u> :
- M. Terwingen et consorts a introduit un amendement.
- Amendement 1 ainsi que les articles ont été successivement adoptés
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amende et corrigé légistiquement, a été adopté par 9 voix et 3 abstentions, n° <u>54K3261</u>:
- M. Dallemagne t consorts ont introduit un amendement.
- Les articles ont été adoptés successivement.
- L'ensemble du projet de loi, corrigé légistiquement, a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

➤ MERCREDI 05 DÉCEMBRE 2018

Discussion de la note de politique générale (partim: Privacy) du secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, n° 54K3296/3.

- Rapporteur : Mme Carina Van Cauter.
- Un échange de vues a eu lieu.

Questions d'actualité au gouvernement

Président : Mme Fabienne Winckel

MARDI 04 DÉCEMBRE 2018

Ordre des travaux.

- Nouveau thème prioritaire.
- L'ordre des travaux a eu lieu.

Président : M. Brecht Vermeulen

➤ MERCREDI 05 DÉCEMBRE 2018

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 13 - SPF Intérieur et Section 17 - SPF Police fédérale et police intégrée, n°54K3294/1, 54K3295/7 et 10, 54K329611. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs: M. Eric Thiébaut et Mme Katja Gabriëls). Commentaires et observations de la Cour des comptes, n° 54K3293/2. (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- La discussion a été poursuivie..
- Avec 9 voix contre 2 et 2 abstentions un avis favorable a été émis sur les sections mentionnées ci-dessus.

Proposition de loi (Koenraad Degroote, Koen Metsu, Brecht Vermeulen) modifiant la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, n° <u>54K3391/1</u>.

- Rapporteur : Mme Katja Gabriëls.
- Exposé par M. Degroote.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Aucun amendement n'a été introduit.
- La demande de soumettre la proposition de loi pour avis au Conseil d'Etat a été rejetée par 9 voix contre 3.
- L'ensemble de la proposition de loi a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

Président : Mme Karine Lalieux

➤ MERCREDI 05 DÉCEMBRE 2018

Audition du Conseil de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications (IBPT) (art. 34 de la loi du 17 janvier 2003):

- présentation des membres du Conseil et de leurs compétences: MM. Jack Hamande, Axel Desmedt et Luc Van Fleteren, membres du Conseil, et Michel Van Bellinghen, président du Conseil.
- exposé du Plan stratégique;
- exposé annuel 2017 et priorités 2018.
- Après l'exposé introductif des invités, ceux-ci ont répondu aux questions des membres.

Questions d'actualité au gouvernement

Président : M. Eric Van Rompuy

➤ MERCREDI 05 DÉCEMBRE 2018

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2019, n°554K3293/1, 3 et 4.

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019, n° <u>54K3294/1 et 2</u>. Exposé général, n° <u>54K3292/1</u>.

Justifications du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019, n° <u>54K3295/1 à 24</u>.

Commentaires et observations de la Cour des comptes aux projets de budget de l'État pour l'année budgétaire 2019, n° 54K3293/2.

Amendements de Mme Karin Jiroflée et de M. Peter Vanvelthoven.

(Rapporteurs: MM. Michel Corthouts et Benoît Piedboeuf).

- Discussion générale (continuation).
- La discussion générale a été poursuivie et clôturée.

Projet de loi contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018, n° 54K3366/1.

- Rapporteur : M. Benoît Piedboeuf.
- Exposé introductif par la ministre du budget.
- La discussion a été entamée.
- Tous les articles du projet de loi ont été adoptés. L'ensemble du projet de loi, y compris des corrections d'ordre légistiques, a été adopté par 11 voix contre 3.

Projet de loi concernant l'instauration d'un budget mobilité (art. 1 à 6, 8, 10 à 15 et 24 à 27), n° 54K3381/1.

Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Catherine Fonck, Benoît Lutgen, Benoît Dispa) relative au budget qualité de vie, n°s54K1925/1 et 2.
- Proposition de loi (Karine Lalieux, David Geerts, Stéphane Crusnière) visant à introduire un budget mobilité, n° <u>54K3031/1</u>.
- Rapporteurs : MM. Johan Klaps et Luk Van Biesen.
- À la demande groupe CD&V la proposition de loi n°54 0285/001 a été jointe au projet de loi.
- Deux amendements ont été introduits par M. Jef Van den Bergh et consorts.
- La commission a décidé à l'unanimité d'organiser une audition commune avec la commission des Affaires sociales sur le projet de loi.
- Exposé introductif par le ministre des Finances.

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne l'allocation de mobilité, le Code des impôts sur les revenus 1992 et la loi du 30 mars 2018 concernant l'instauration d'une allocation de mobilité, n° 54K3382/1.

- Rapporteurs MM. Johan Klaps et Luk Van Biesen.
- Exposé introductif par le ministre des Finances.

Projet de loi portant des mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales en matière de précompte mobilier, n° 54K3400/1.

- Rapporteurs : Mme Griet Smaers et M. Benoît Piedboeuf.
- Exposé introductif par le ministre des Finances.
- La discussion a été entamée.
- Tous les articles du projet de loi ont été adoptés. L'ensemble du projet de loi, y compris des corrections d'ordre légistiques, a été adopté.

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2019, n°54K3293/1, 3 et 4.

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019, n^{os} 54K3294/1 et 2. Exposé général, n^{os} 54K3292/1.

Justifications du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019, n° 54K3295/1 à 24.

Commentaires et observations de la Cour des comptes aux projets de budget de l'État pour l'année budgétaire 2019, n° 54K3293/2.

Amendements de Mme Karin Jiroflée et de M. Peter Vanvelthoven.

(Rapporteurs: MM. Michel Corthouts et Benoît Piedboeuf).

- Avis des autres commissions permanentes.
- Discussion des articles et votes.
- Au nom des commissions de la Justice et de la Santé publique les membres ont émis un rapport oral sur les sections différentes. La discussion des avis de la commission de l'Intérieur a été reportée au 6 décembre.
- Les amendements n°s1 et 2 de Mme Jiroflée et M. Vanvelthoven sur le projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2019 ont été exposés.
- L'amendement n° 1 de Mme Jiroflée et M. Vanvelthoven sur le projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019 a également été exposé.

> JEUDI 06 DÉCEMBRE 2018

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2019, n°554K3293/1, 3 et 4.

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019, n^{os} 54K3294/1 et 2. Exposé général, n^{os} 54K3292/1.

Justifications du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019, n° <u>54K3295/1 à 24</u>.

Commentaires et observations de la Cour des comptes aux projets de budget de l'État pour l'année budgétaire 2019, n° 54K3293/2.

Amendements de Mme Karin Jiroflée et de M. Peter Vanvelthoven.

(Rapporteurs: MM. Michel Corthouts et Benoît Piedboeuf).

- Avis des autres commissions permanentes.
- Discussion des articles et votes.
- Au nom de la commission de l'Intérieur Mme Katja Gabriëls a émis un rapport oral sur les différentes sections.
- -Tous les articles du projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2019 ont été adoptés. Les amendements nos 1 et 2 de Mme Jiroflée et M Vanvelthoven sur le même projet de loi ont été rejetés. L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix contre 4.
- Tous les articles du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019 ont été adoptés. L'amendement n° 1 de Mme Jiroflée et M. Vanvelthoven sur le même projet de loi a été rejeté. L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix contre 4.

Président : M. Luk Van Biesen

➤ MERCREDI 05 DÉCEMBRE 2018

Ordre des travaux: sélection des thèmes du 175ième Cahier de la Cour des comptes qui feront l'objet d'une discussion.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Président : M. Vincent Van Quickenborne

➤ MERCREDI 05 DÉCEMBRE 2018

Projet de loi relatif à la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) et modifiant la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, n° 54K3395/1.

- Rapporteur M. Steven Vandeput.
- Exposé introductif par le ministre des Pensions.
- La discussion générale a eu lieu.
- La discussion des articles a eu lieu. Aucun amendent n'a été introduit.
- -Les articles ont été adoptés successivement. L'ensemble du projet de loi, y compris des corrections d'ordre légistiques et linguistiques, a été adopté à l'unanimité.